

Le service étranger : son influence sur les milices cantonales et sur l'armée fédérale [suite]

Autor(en): **Vallière, de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **86 (1944)**

Heft 3

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-650330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le service étranger

*Son influence sur les milices cantonales
et sur l'armée fédérale.*

(Suite)

II

CAMPAGNE DE 1798-1802

INVASION DE LA SUISSE PAR LES ARMÉES
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

L'invasion de la Suisse par les armées de la République française (1798-1802) prouva une fois de plus l'importance du service étranger pour la défense nationale. Si, au cours de ces douloureux événements, on réussit, au moins, à sauver l'honneur, il faut en chercher la cause dans l'exemple donné par les officiers et les soldats accourus de toute l'Europe, au secours de leur pays, victime d'une inqualifiable agression.

M. Anderegg traite très durement le général CHARLES-LOUIS D'ERLACH, commandant en chef de l'armée bernoise, ancien maréchal de camp au service de France : « Il ne se mêla en rien à la politique, attendit, en bon chef de mercenaires, les ordres de Berne, et perdit la campagne, au lieu de faire arrêter les Conseils par quelques compagnies et de prendre en mains l'organisation de la landwehr, inactive aux environs de Berne. Il finit en digne chef de mercenaires, assassiné par ses soldats mécontents. »

Ce jugement est profondément injuste et ne tient aucun compte des circonstances désastreuses dans lesquelles ce géné-

ral dut accepter le commandement. La population et l'armée bernoise, comme le reste de la Suisse, étaient travaillées depuis plusieurs années par une propagande défaitiste, qui cherchait avant tout à miner la confiance du peuple dans ses chefs politiques et militaires, pour préparer un état de moindre résistance au moment de l'agression. Des milliers d'agents et d'espions français entretenaient la discorde entre cantons, la jalousie et les haines de classes et, sous prétexte de liberté, excitaient les plus bas instincts. Tout le pays était inondé de tracts, de brochures d'une extrême violence. Des « cinquièmes colonnes » prenaient leur mot d'ordre à l'ambassade de France, chez le chargé d'affaires, consul, et chez les commissaires de la République, au mépris des convenances internationales. A la veille de l'invasion, cette propagande s'intensifia encore, et les troupes trouvèrent dans leurs cantonnements, dans les cabarets et jusque dans leurs poches, des « papillons » imprimés qui leur disaient : « Méfiez-vous de vos officiers, ils vous trahiront ».

En outre, les généraux français Ménard, puis Brune et Schauenbourg, connaissaient à merveille l'art d'amuser et de tromper leur adversaire par de fausses déclarations, par la prolongation d'un armistice qu'ils utilisèrent longtemps pour amener des renforts à pied d'œuvre, jusqu'au moment où ils le rompirent brusquement et sans avertissement, pour passer à l'offensive.

Comme tous les militaires, le général d'Erlach n'était pas habitué aux tergiversations et aux palabres des assemblées politiques. Outré des lenteurs et des continuels changements d'attitude du Conseil des Deux-Cents, d'Erlach se présenta aux députés, en séance, suivi de 72 officiers, venant directement du front. Il leur exposa avec dignité la triste situation où le manque de fermeté du gouvernement mettait le pays et l'armée, et demanda sa démission ou les pleins pouvoirs pour battre l'ennemi. A l'unanimité, émus par les nobles paroles du général, le Conseil accorda les pleins pouvoirs. D'Erlach fut acclamé

par la foule massée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Mais, à peine eut-il quitté Berne, pour rentrer à son Quartier général, qu'un message trompeur du général Brune changea l'opinion des députés, qui décidèrent de reprendre les négociations et d'accorder un nouvel armistice, qui devait expirer le 1^{er} mars, à 10 heures du soir.

Une fois de plus, le pouvoir civil venait de lâchement trahir son devoir, incapable de prendre ses responsabilités devant un adversaire retors, qui usait du chantage pour arriver à ses fins.

Avant la date fixée, Schauenbourg, parvenu à Bienne avec sa division, attaqua les avant-postes soleurois, en même temps qu'au sud, Brune s'emparait de Fribourg par surprise.

Erlach, soldat loyal, avait eu le tort de croire à la bonne foi d'adversaires sans scrupules, de parlementaires affolés et soumis à toutes les influences. Il avait encore ce respect, très suisse, de l'autorité civile, même défaillante, qui a perdu bien des chefs militaires. « Faire arrêter les Conseils par quelques compagnies », comme M. Anderegg le propose, eût été une opération hasardée. Elle aurait donné des arguments aux adversaires du régime, aux partisans de la non-résistance, aux émissaires soudoyés par la Grande République, contre « le pouvoir arbitraire du sabre. » L'heure était passée, l'indiscipline partout. La situation d'Erlach a beaucoup d'analogie avec celle du général Weygand, en juin 1940, appelé trop tard au commandement d'une armée en pleine décomposition.

Prétendre que d'Erlach « finit en digne chef de mercenaires », est une oraison funèbre qui ressemble à une injure gratuite à l'égard d'un général victime d'un sort tragique et de passions aveugles. Il n'a pas été « assassiné par ses soldats mécontents », mais massacré ignoblement, à Wichtracht, lié sur une charrette par des femmes et des landsturmiens ivres, alors qu'il trottait vers Thoun avec le capitaine DE GRAFFENRIED, son adjudant, pour organiser la résistance dans l'Oberland.

Ses assassins avaient suivi à la lettre les ordres de la propagande d'outre-Jura.

Ce terme méprisant de « mercenaire », devrait être, une fois pour toutes, banni de notre vocabulaire, quand il désigne les officiers et les soldats des régiments suisses à l'étranger qui, nous le répétons avec bien des historiens français, n'étaient pas des mercenaires anonymes, mais des alliés. Les Suisses qui s'engageaient trouvaient au régiment l'atmosphère du pays, une colonie vivante : drapeau, officiers, marches de tambours, règlements, justice, traditions, coutumes, chants et jeux, tout leur rappelait la patrie.

Lorsque M. Anderegg parle des troupes, dans ces terribles journées qui précédèrent la chute de Berne, il se contente d'une appréciation sommaire, aussi peu fondée que sa condamnation sans appel du général. Il reconnaît, cependant, comme seul avantage du service étranger, l'habitude du combat et l'habileté à la manœuvre, ce qui est déjà quelque chose, à notre avis. Il ajoute : « mais ce n'est pas tout ». Et sa démonstration s'appuie sur une connaissance très superficielle des combats de *Neuenegg* et du *Grauholz* : « Les chasseurs et les carabiniers de l'Oberland, dit-il, qui comptaient dans leurs rangs très peu de soldats du service étranger, se battirent fort bien à *Neuenegg*, avec leur tactique appliquée au terrain ».

Les relations des acteurs du drame et les rapports de combat rétablissent les faits. Il se trouve que précisément *au combat victorieux de Neuenegg, plus de la moitié des effectifs provenaient du service étranger*. Ainsi, la compagnie de carabiniers du capitaine DE TSCHARNER, rentrée de Hollande avec son chef (Rgt. de Goumoëns, Hollande), qui donna un bel exemple de discipline pendant la retraite nocturne du 4 mars, et la contre-attaque du 5, les bataillons DE STEIGER (Rgt. de May, Hollande) et WURSTENBERGER (Rgt. de Watteville, France) « Comme le général avait une confiance complète en notre bataillon, raconte le cap. de Mulinen, car il se composait pour plus de la moitié de soldats de nos régiments à l'étranger,

il le plaça en tête de la première colonne d'attaque destinée à l'attaque principale ».¹

L'argumentation de M. Anderegg est donc basée sur des données fantaisistes et de simples suppositions.

Le colonel DE GRAFFENRIED, commandant la 2^e division, avait servi au régiment suisse Polier-de Vernand, en Hollande. Au cours des journées précédentes, il avait combattu dans le secteur nord, du côté de Soleure. Il reçut, le 4 mars au soir, l'ordre de se rendre sur la Singine avec les bataillons qui lui restaient. Il fut secondé avec intelligence par l'énergique adjudant-général WEBER (ancien aide-major au régiment bernois de Watteville, en France), qui conduisit tambour battant la contre-offensive du 5 mars, avec 2500 hommes contre 11 000. Les Français, culbutés dans les ravins de la Singine, refoulés sur la route de Fribourg, perdirent 18 canons, 400 prisonniers, 2000 tués et quelques centaines de blessés. Le succès sans lendemain de *Neuenegg* est une victoire du service étranger, due à l'initiative de chefs rompus au métier. Weber, promu général, devait tomber, l'année suivante, à Frauenfeld, à la tête des troupes helvétiques.

Le même jour, 5 mars, trois bataillons, une compagnie de chasseurs, un escadron de dragons et quelques canons, repoussaient les Français à *Laupen* et les poursuivaient à plus d'une lieue, dans la direction de Boesingen. Ces troupes faisaient partie de la 1^{re} division : Colonel FRÉDÉRIC DE WATTEVILLE, (Rgt. bernois de Goumoëns, Hollande) qui avait fait preuve d'énergie et de décision quelques jours avant, à Soleure.

La 3^e division avait pour chef le général DE BUREN, chevalier du mérite militaire, ancien lieutenant-colonel au régiment bernois d'Erlach, en France. Il avait fait la guerre de Sept ans, combattu à Rossbach et reçu des blessures à Sondershausen et à Bergen. Sa division couvrait le secteur nord : Aarbourg-Soleure-Büren.

¹ F. DE MULINEN : *Erinnerungen an die Zeit des Ueberganges*, p. 41.

La *légion romande*, ou *légion fidèle* mérite une mention spéciale. Formée de Vaudois restés fidèles à Berne, forte de 1500 hommes, elle avait pour chef le colonel FERDINAND DE ROVÉREA, de Vevey, ancien officier au régiment bernois d'Erlach, en France. Rovérea, partisan de l'émancipation du Pays de Vaud, estimait que cette question d'ordre intérieur ne pouvait être tranchée par une intervention étrangère. Il s'agissait, d'abord, de combattre l'envahisseur ; premier devoir de tout loyal Vaudois. Après, il serait facile de s'arranger avec Berne.

La Légion fidèle se composait de 2 compagnies de carabiniers, 1 compagnie de chasseurs, 4 compagnies de mousquetaires, un détachement de dragons, 2 canons. Elle était bien exercée, dit le lieutenant-colonel Muret, « grâce à ses officiers et sous-officiers qui presque tous sortaient des régiments suisses à l'étranger ».

Rovérea était brave, autoritaire et enthousiaste, dévoué corps et âme à la cause qu'il estimait juste. Il avait un grand ascendant sur ses hommes qui lui étaient profondément attachés. La Légion resta une troupe modèle et disciplinée, dans la débâcle finale. Elle se battit avec intrépidité, sans se laisser entamer, tenant les Français en respect, dans le Seeland et le Vully. La conduite des Vaudois au *combat de St. Niklaus* leur valut l'estime et l'admiration du général Fraissinet. Un modeste monument évoque le souvenir de ce qu'a pu accomplir une troupe bien commandée, instruite et encadrée. C'est encore un exemple frappant de l'éducation des milices d'alors par le contact d'officiers et de sous-officiers des régiments suisses à l'étranger.

A l'autre bout du pays, dans les Alpes vaudoises, une compagnie de chasseurs-carabiniers de montagne, recrutée aux Ormonts et une autre de chasseurs bernois, commandés par un « étranger » le major DE FISCHER, infligèrent un cuisant échec, *au Col de la Croix*, à une demi-brigade française venant de Bex, par Gryon. Les carabiniers vaudois et bernois, excel-

lents tireurs, sachant utiliser le terrain, placés au bon endroit par un chef expérimenté, mirent en fuite un adversaire dix fois plus nombreux, après avoir mortellement blessé le chef de brigade, colonel Forneret, et mis hors de combat plus de 500 hommes. Les Français, pris d'une terreur panique, croyant être poursuivis, ne s'arrêtèrent qu'à Bex, après avoir couru toute la nuit.

Pendant cette désastreuse campagne, les officiers formés au service étranger firent, donc, honorablement et souvent héroïquement leur devoir ; partout où le vieux drapeau de Berne flotta, une fois encore, au souffle de la victoire, on retrouve ces hommes désintéressés, inflexibles sur l'honneur, pénétrés de ces principes élevés qui les ont guidés dans leur carrière militaire. Beaucoup étaient accourus à l'appel de la patrie en danger, dans l'uniforme de leur régiment à l'étranger, amenant avec eux leurs unités presque entières.

Citons encore parmi eux : le colonel GROSS, chef d'Etat-major de l'armée bernoise, lieutenant-colonel au régiment bernois de May en Hollande, auteur d'un projet de déploiement stratégique qui, s'il eût été exécuté, aurait peut-être modifié le cours des événements. L'autorité civile le sabota par ses indécisions et l'incohérence de ses discussions. Les colonels EMMANUEL et RODOLPHE DE WATTENWYL (Rgts de Goumoëns et de Sturler, Hollande) se signalèrent par leur décision et leur intrépidité, ainsi que le brigadier ROD. STETTLER (Piémont), le colonel MANUEL (Rgt. de Goumoëns, Hollande), le major DE FISCHER (Hollande), le major DE DIESBACH (France), le colonel DE SURY-DE BUSSY (Espagne), cdt. de l'artillerie soleuroise, tué au combat de Selzach, le 2 mars, et quantité de majors, de capitaines, de lieutenants et de sous-officiers.

Il faut se représenter la situation difficile de ces officiers lorsqu'ils se trouvèrent en présence de ces milices dont l'instruction avait été gravement négligée depuis un quart de

siècle. Habitué à la stricte discipline, à l'entraînement, à la souplesse des soldats professionnels, il leur fallut brusquement commander à des hommes dont ils n'avaient plus le temps de refaire l'éducation. Par économie, on se contentait depuis plusieurs années, de convoquer les troupes quelques jours par an, à des revues ou des inspections. L'exercice de quelques mouvements formels suffisait aux inspecteurs. L'artillerie seule avait conservé des périodes de service régulières.

Le mauvais esprit entretenu par les émissaires français ne parvint, cependant, pas à provoquer la révolte générale qu'escomptait le Directoire, à Paris, pour occuper Berne sans coup férir. Pourtant le meurtre des colonels de Goumoëns, de Crousaz, Ryhiner et Stettler par des bandes avinées de déserteurs et de landsturmiens, jette un jour sinistre sur l'état de fermentation qui régnait dans une partie des troupes, démoralisées par des déplacements incessants, des ordres contradictoires, énervées par des nouvelles incontrôlables. On constate, d'autre part, que chaque fois qu'après un mouvement de retraite la marche à l'ennemi reprenait, la confiance renaissait, le tumulte s'apaisait. Le bruit du canon, quelques paroles énergiques d'un chef respecté, faisaient rentrer les mécontents dans le devoir, la fièvre se calmait, et ces mêmes bataillons, en ordre, résolus, se jetaient sur l'ennemi avec cette fureur redoutable qui a, de tous temps, caractérisé les Suisses.

Le magnifique redressement de certains corps de troupe devant l'ennemi, prouve que le fond était encore bon et que, préparée à temps, la défense du pays aurait pu être couronnée de succès. Le Corps helvétique pouvait alors facilement mettre sur pied 150 mille hommes des milices cantonales. En outre, il disposait d'une force de premier ordre, de ses 27 régiments à l'étranger qu'il avait le droit, selon les traités, de rappeler en cas de danger, soit environ 60 000 hommes des meilleures troupes de l'Europe. Les 11 régiments de

France étaient rentrés en 1792, après le massacre de celui des Gardes suisses, le 10 août, mais on n'avait pas songé à les utiliser et ils s'étaient fondus dans l'ensemble de la population¹. Incorporés dans les milices, ils furent tout de même un précieux appoint et un réconfort moral, en 1798. Les 6 régiments de Hollande (Polier - de Vernand, de Stürler, de May, Schmidt - von Grüneck, Hirzel, von Stockar) prirent une part glorieuse à la défense des Pays-Bas contre les armées de la Révolution française. Ils rentrèrent en partie en Suisse en 1797. Lorsque Bonaparte s'empara du Piémont, il y trouva 5 régiments suisses (Belmont, d'Ernst, Peyer-Imhof, Bachmann, Zimmermann) qui furent incorporés de force dans l'armée du général Joubert, et subirent de lourdes pertes aux batailles de Verone et de Magnano, en 1799. Ces troupes furent perdues pour la défense de la Suisse. Toutes ces forces réunies, dès 1796, eussent formé une armée de 200 000 hommes. Mais les peuples des Cantons vivaient dans la dangereuse illusion qu'ils échapperaient à la guerre dont les ravages s'étendaient autour d'eux.

La Suisse, pays riche, prospère et désarmé, devenait une proie facile et tentante pour ses voisins de l'ouest. Déjà en 1792, le général Custine avait envahi l'évêché de Bâle et s'était emparé de Porrentruy, sans avertissement. Ces pays furent annexés à la France au mépris du droit des gens. En 1797, ce fut le tour de la Valteline, de Chiavenna, de Bormio, de Mulhouse, brutalement arrachés à la Suisse, au nom de la liberté. Le général Gouvion Saint-Cyr poussa ses avant-postes jusqu'à Büren, à une demi-journée de marche de Berne, et cela en pleine paix. Pas à pas, les armées du Directoire pénétraient en Suisse, tout en proclamant l'affranchissement des populations que ces généraux de la République soumettaient sans les consulter. Enfin, en 1798, le République de Genève

¹ Régiments de Watteville, de Diesbach, de Courten, Steiner, de Sonnenberg, de Salis-Samaden, de Salis-Marschlins, de Vigier, de Castella, d'Eptingen, de Muralt.

perdait son indépendance et devenait département français. Ces attentats répétés contre le droit des peuples de disposer de leur sort, ne réussirent pas à ouvrir les yeux des dirigeants du Corps helvétique. La Suisse, sans volonté nationale, sans pouvoir central, désorganisée par un régime en pleine décadence que l'égoïsme cantonal condamnait à l'immobilité, ne sut pas mettre à profit les avantages d'une situation militaire qui resta favorable jusqu'à la veille de l'invasion, et les bonnes dispositions d'un peuple dont les qualités guerrières et l'esprit patriotique étaient encore vivants. On se laissa surprendre par les événements. En dépit de tous les indices qui annonçaient la fin de leur règne, les « magnifiques Seigneurs » qui gouvernaient les oligarchies suisses restèrent, jusqu'au bout, convaincus que la tempête qui dévastait l'Europe les épargnerait. Le canon du Grauholz leur apprit leur chute.

« Au *Grauholz*, dit M. Anderegg, les troupes régulières, commandées par des officiers « étrangers » attendirent l'ennemi en plein champ, malgré leur infériorité numérique et matérielle, au lieu de se retrancher et de refuser le combat décisif. »

Quelle valeur attribuer à cette critique sévère ? Quelles étaient ces troupes « régulières » qui attendaient l'ennemi « en plein champ » ? Tous les régiments de milice bernoise étaient troupes régulières. Le landsturm — la levée en masse — armée de vieux mousquets, de hallebardes, de faux, de gourdins, formait des bandes irrégulières, capables certes d'actes de courage, mais encombrantes, dangereuses même par leur indiscipline, et sujettes aux paniques.

Pour ce dernier combat désespéré, après la dispersion des troupes battues à Fraubrunnen, le général d'Erlach ne disposait sur place que de 2 bataillons d'infanterie, à 450 hommes ; l'un d'élite, l'autre de landwehr, du régiment Konolfingen (Bat. TILLIER et DAXELHOFER) et de 8 canons, soit 950 hommes. Il avait en face de lui les 14^e, 16^e et 89^e demi-brigades (9 bataillons), les 7^e et 8^e régiments de hussards, appuyés

par plusieurs batteries à cheval, soit environ 9 à 10 000 hommes.

La position de repli du Sand avait été judicieusement choisie et occupée, à la lisière des bois, dominant les pentes du côté d'Urtenen et de Seedorf, et non pas « en plein champ ». On avait creusé des fossés et fait quelques abatis. Pour pouvoir « refuser le combat décisif », il aurait fallu avoir la possibilité de manœuvrer en reculant ; le Grauholz n'étant qu'à 10 km. de Berne, un mouvement en arrière sans arrêt exposait d'emblée la ville au bombardement. D'autre part la nombreuse cavalerie française et les batteries à cheval auraient rapidement gagné de vitesse les colonnes en retraite, gênées par la cohue des fuyards, habitants et landsturm, qui obstruait les chemins. On le vit bien au moment où la déroute emporta les défenseurs du Grauholz vers le Breitfeld, jusqu'aux portes de Berne.

La seule possibilité de tenir et d'arrêter un moment l'ennemi était bien de s'accrocher au bord des forêts du Sand. Tous les rapports français reconnaissent la vigoureuse défense et la belle tenue des bat. Tillier et Daxelhofer, sous le feu écrasant d'un adversaire dix fois supérieur en nombre. L'artillerie bernoise, bien montée et bien commandée, (capitaine STECK) fit beaucoup de mal à l'assaillant, elle changea plusieurs fois de position « avec autant de sang-froid que sur la place d'exercice ». Mitraillée à courte distance, la moitié des servants et des attelages tués, les pièces traînées à bras, elle réussit à mettre encore trois canons en batterie sur le Breitfeld.

D'Erlach, malade et assailli de sombres pressentiments, avait placé son P.C. au centre de sa ligne, près de la gravière « Im Sand ». L'avoyer de Steiger, dont les balles ennemies ne voulaient pas, se tenait près de lui, à côté d'un drapeau de bataillon. On raconte que le matin, le général avait dit au major DE VARICOURT, son officier d'état-major : « Je ne verrai pas le soleil se coucher. ». Varicourt fut grièvement blessé à ses côtés.

La résistance de ces 900 hommes dura trois heures, ils ne quittèrent la place que menacés sur les deux flancs. Une dernière fois d'Erlach les rallia derrière le ruisseau de Worblaufen. On vit là des jeunes filles se jeter sur les baïonnettes françaises et se faire tuer. C'est alors que, vers midi, le drapeau blanc fut hissé sur la tour de Saint-Vincent.

Le général d'Erlach, pour tenter encore l'impossible, s'en alla vers son destin, sur la route de Thoune. La mort l'arrêta à Wichtracht.

La chute de Berne ne termina pas la guerre. Les vainqueurs n'avaient atteint que leur premier objectif ; toute la Suisse occidentale, de Bâle à Genève était en leur pouvoir. Berne connut des jours terribles. Le général Brune, s'appropriant les fonds publics et privés, le fameux « trésor de Berne » prit le chemin de Paris, 500 canons enlevés à l'arsenal furent expédiés à Toulon. Il leva des impôts de guerre écrasants, accabla le pays de réquisitions, expropria les particuliers, et ferma les yeux sur le pillage auquel se livrèrent ses troupes ; la misère s'étendit à toutes les contrées où stationnaient les armées de la République.

Frédéric-César de Laharpe, le promoteur et l'avocat de l'intervention française, effrayé des déprédations des armées « libératrices » essaya en vain de protester contre leurs excès. Il écrivit au ministre français des relations extérieures une lettre indignée : « Le pillage, l'incendie, le viol, les outrages de toute espèce ont marqué l'époque de la prise de Berne dont les environs sont dévastés. Chevaux, bestiaux, attelages, instruments aratoires, meubles, denrées, tout a disparu. Quel profit en a retiré la République ? La forêt de Bremgarten recèle les cadavres d'un grand nombre de femmes immolées par les soldats, après en avoir abusé. Un outrage pareil, suivi du meurtre du coupable, a produit l'incendie du village de Münsingen, le plus beau de la Suisse, et les barbares qui l'ont allumé ont forcé ses habitants à fuir à coups de sabre. Et

c'est au nom de la République française qu'on traite ainsi un peuple loyal, honnête et brave ! Citoyen, Ministre, veuillez vous rappeler ce que j'ai l'honneur de vous dire en ce moment : Si l'on n'adopte pas à l'instant d'autres mesures, comptez sur une Vendée qui dévorera notre population et nos ressources, en dévorant vos propres forces. »

Il était trop tard pour récriminer. La tempête était déchaînée, l'incendie ne devait s'éteindre qu'après quatre ans et demi de souffrances, de ruines et d'humiliations.

Les raisons qui avaient poussé Bonaparte et le Directoire à envahir la Suisse étaient les suivantes :

1. L'importance stratégique du territoire suisse et la possession des grands passages alpestres.

2. La nécessité d'utiliser et de faire subsister des armées que la paix de Rastadt laissaient inactives. Le général français Mathieu Dumas le reconnaît dans ses *Récits des événements militaires* : « Le désir de faire vivre aux dépens d'un pays étranger, des armées dont on redoutait le repos et le contact avec les citoyens, a décidé l'invasion d'une terre hospitalière, dernier asile des mœurs antiques, séjour de la liberté, et a livré aux horreurs de la guerre un peuple dont la franchise, la bravoure et la loyauté avaient été célébrées dans tous les temps. »

En fait, le général Masséna, commandant de l'armée d'Helvétie en 1799, pouvait écrire à Paris, qu'après un an d'occupation, cette armée n'avait pas coûté un franc à la République. La Suisse en avait payé tout l'entretien.

3. Les richesses de numéraire qu'on savait accumulées en Suisse. A aucune autre époque de leur histoire, les cantons suisses n'avaient atteint un plus haut degré de prospérité que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Napoléon lui-même a écrit dans ses mémoires : « Un autre motif (que les nécessités militaires) a influencé les décisions du Directoire : c'étaient les millions de Berne. » Le maréchal Marmont le reconnaît : « Le manque d'argent présentait des obstacles à

la préparation de l'expédition d'Égypte. Ils furent levés au moyen d'une expédition sur Rome et d'une autre sur Berne. On prétendit avoir à se plaindre des Suisses. ... On arrive à Berne, où l'on s'empare d'un trésor considérable, formé par la prévoyance et l'économie. » Le pillage de Berne a rapporté environ 100 millions.

L'historien français Jacques Bainville admet aussi que l'expédition d'Égypte fut financée par le trésor de Berne et il ajoute : « Ce brigandage, destiné à nourrir la guerre, était accompli au nom de la République et de la liberté. »

Le Directoire chercha des prétextes pour justifier une agression ; la libération du Pays de Vaud en fut un, la présence de nombreux émigrés français en Suisse chassés par la Révolution, l'importation de marchandises anglaises et l'interdiction de la presse révolutionnaire furent les autres. Une grande puissance n'est jamais en peine de trouver des prétextes pour attaquer un petit pays.

Dans le Pays de Vaud, devenu République lémanique, le général Ménard, le jour de son arrivée à Lausanne, avait prélevé une contribution de 700 000 francs. Bientôt les logements de troupes, les réquisitions, la ruine du commerce et de l'agriculture, l'insécurité des routes où des soldats en maraude attendaient les passants pour les libérer de leur bourse ou les assassiner, produisirent le plus fâcheux effet. Plutôt que de servir avec les Français, beaucoup de jeunes gens quittèrent le pays pour s'engager dans les régiments d'émigrés suisses, formés par l'Angleterre pour chasser de Suisse les armées de Bonaparte. Dans le Jura, le mécontentement alla jusqu'à la révolte. Yverdon, Ste-Croix, Baulmes, Bullet, Vallorbe, Ballaigue, Grandson, prirent les armes, déployèrent le drapeau bernois, et, sous le commandement du « *Grand Champod* », de Bullet, sergent-major, se postèrent à Vugelles et livrèrent un combat meurtrier aux Français. Le Pays-d'Enhaut et les Ormonts défendirent avec courage leurs montagnes contre l'envahisseur.

Le général Brune préféra ne pas utiliser les huit bataillons vaudois (GÉNÉRAL DE BONNS) mis à sa disposition par les autorités lémaniques. Ces troupes, mobilisées avec peine, ne manifestaient aucun enthousiasme à marcher contre Berne. La désertion y fit des ravages. Elles restèrent en réserve dans la région de Payerne et ne prirent aucune part aux hostilités. Le général Brune écrivit à ce propos : « Je ne me dissimule pas que les Bernois ne sont pas détestés ici autant qu'ils devraient l'être... C'est l'arrêté du Directoire (de Paris) qui a fait la révolution et non les Vaudois ; en général, fort peu d'entre eux y ont pris part. » (Cité par Muret, page 39.)

Pendant cette campagne, des progrès sensibles furent réalisés en peu de temps, dans bien des domaines, grâce à l'autorité, à l'aptitude à instruire des officiers « étrangers ». Le major Muret, dans sa remarquable étude sur la campagne de 1798¹ souligne, entre autres, que le service de sûreté, inconnu au début, parce que jamais exercé en temps de paix, « finit cependant par être bien fait dans les corps qui possédaient des officiers et des sous-officiers sortant des régiments licenciés du service étranger ».

Pour la première fois dans une histoire de six siècles, un ennemi avait franchi les portes de Berne. Au cours de ces événements tragiques, il y eut, nous l'avons vu, des rayons et des ombres, des traits de dévouement, de la grandeur, des défaillances et de cruelles déceptions. Un des plus tristes résultats de l'impréparation militaire et de la désunion, fut la conduite inqualifiable des contingents confédérés. Fribourg et Soleure seuls combattirent loyalement aux côtés de Berne. Zurich et Lucerne avaient envoyé chacun deux bataillons avec de l'artillerie, Uri, Schwyz, Unterwald et Glaris, chacun un bataillon, Saint-Gall et Appenzell deux compagnies, en

¹ *Campagne des Français contre Berne, en 1798*. Etude couronnée par la Société vaudoise des officiers, en 1879, et par le jury de la Société fédérale des officiers, en 1880.

tout, 4800 hommes. Cantonnés à Langenthal, à Münchenbuchsee, à Schüpfen, puis à Frienisberg et aux environs immédiats de Berne, ces troupes refusèrent de marcher au canon, sous prétexte qu'elles ne devaient pas servir à repousser une attaque contre un gouvernement aristocratique ! Les fidèles Confédérés rentrèrent chez eux sans avoir tiré un coup de fusil. Cette attitude s'explique ; elle est le résultat du travail de sape et de la puissance des moyens de la propagande française, pour préparer la défaite. Les Suisses étaient les victimes d'une idéologie étrangère qui avait détruit, chez quelques-uns, jusqu'au sentiment de la solidarité, jusqu'à la volonté de défense.

RÉSISTANCE DE LA SUISSE PRIMITIVE, DU VALAIS,
DES GRISONS ET DU TESSIN.

Sur les ruines de la République de Berne et de l'ancienne Confédération, le général Brune proclama, à la fin de mars, la *République helvétique une et indivisible*, copie servile de la République française. Les cantons supprimés devenaient de simples préfectures, le siège du gouvernement était transféré à Aarau. Les commissaires français Lecarlier, Rouhière, Rapinat, Forfait et Grugeon, achevèrent de vider les caisses publiques, abolirent la liberté de la presse et remplirent les prisons des adversaires du nouveau régime. Plus de 200 otages, pris dans les familles notables des anciens cantons, furent expédiés à Strasbourg et à Belfort, pendant qu'on achevait de piller leurs propriétés.

Devant ces extorsions et ces violences, une vague d'indignation souleva la Suisse insoumise. Le peuple s'aperçut que les immortels principes « cachaient une vaste organisation d'expropriation et de conquête ». Mais ce qui déclencha surtout la révolte contre l'occupant, ce fut *la suppression des cantons* et l'obligation d'accepter une constitution importée de l'étran-

ger. Le soulèvement commença dans la Suisse primitive et se propagea dans le reste du pays. Cette seconde partie de la campagne dura jusqu'en 1802. Jamais, à aucun moment, la Constitution unitaire ne fut acceptée par l'ensemble du peuple. La résistance tenace des petits cantons, du Valais, du Tessin, des Grisons, contre une liberté imposée par l'étranger, les massacres de Stans, de Sion, d'Altdorf, l'incendie des villages, les exécutions de civils, les déportations en masse, marquèrent les étapes des armées de la Révolution. Les logements de troupes devinrent une charge intolérable. Les combats désespérés de Schindellegi, du Rotenthurm, du Drachenried, de Fluelen, de la Morge, de la forêt de Finges, de Scans, étonnèrent les généraux français. Les demi-brigades de l'armée d'Italie et du Rhin, habituées à vaincre, essuyèrent de cuisantes défaites. La révolte gronda constamment, propagée, alimentée par l'occupation qui se faisait toujours plus dure. Une répression impitoyable transforma en désert les vallées de la Suisse primitive et le Valais. Eglises profanées, couvents dévastés, clergé persécuté, agriculture et industrie ruinées, terreur et misère ouvrirent les yeux des moins prévenus sur les vraies intentions de la « Nation vengeresse des droits des peuples ». Il n'y eut plus place dans les cœurs que pour le désespoir ou la vengeance.

La guerre de chasse, ardente et implacable, ne laissa aucun repos aux troupes d'occupation. Les isolés, les détachements, les colonnes, les convois, tombaient dans des embuscades sous les balles des partisans. Les communications étaient sans cesse coupées, les ponts détruits. Par représailles, les Français mettaient le feu aux villages, pendaient et fusillaient les autorités locales. Tout prisonnier était exécuté. Fuyant les villes et les campagnes dévastées, les habitants se cachaient dans les forêts et les montagnes. La famine s'installa en 1799 dans les contrées ravagées. Puis de nouveaux malheurs s'abattirent sur l'Helvétie. Autrichiens, Russes et Français se disputèrent les passages des Alpes, de 1799 à

1801. De Schaffhouse au Gothard, vergers, champs, vignobles furent saccagés, le bétail abattu, les récoltes anéanties. La résistance était chaque fois noyée dans le sang, jusqu'au soulèvement fédéraliste de 1802 qui balaya définitivement le régime unitaire détesté de l'Helvétique, création artificielle de théoriciens sans contact avec le peuple, ignorant tout des mœurs et de l'esprit des Suisses, et qui gouvernait sous la protection des baïonnettes françaises. Bonaparte retira alors ses armées ; la Suisse respira ; on rétablit la souveraineté des cantons, mais les pertes subies pendant cette triste période furent évaluées à plusieurs milliards.

La révolution helvétique a été l'œuvre de l'étranger. Quelques groupes d'intellectuels prenant leur mot d'ordre à Paris, prétendirent imposer aux Suisses, par la pression des armées du Directoire, les principes de la Révolution française, sans les adapter aux mœurs, aux traditions des populations et des pays divers de la Confédération. Le genre de vie et la longue expérience de l'indépendance par les libertés communales, les éloignaient des conceptions de l'ordre nouveau. Il y avait, certes, des abus à corriger, des réformes à décider, des sujets à libérer, des droits à proclamer, mais sans pour cela attirer sur l'ensemble des cantons, par l'intervention étrangère, des calamités et des humiliations sans précédent dans leur histoire. La maison n'avait besoin que de réparations ; les fondations et les murs étaient solides.

Dans tous les pays martyrs, victimes de la violence des grandes puissances, il s'est trouvé, comme aujourd'hui, des Quisling pour préparer les voies, exécuter les ordres et recevoir les récompenses de l'étranger. La Suisse de 1798 n'a pas échappé à cette règle.

En France même, des voix autorisées, comme celle de Carnot, ont accusé la République de « fonder sa puissance moins sur la grandeur réelle que sur l'affaiblissement et la destruction de ses voisins ». Un illustre écrivain militaire vaudois, le général JOMINI, de Payerne, qui fut chef d'état-major du

maréchal Ney et lieutenant-général au service de Russie, s'est élevé avec vigueur contre la violation de la neutralité suisse, en 1798. Il a osé blâmer « la République française qui ne prenait pour règle de conduite que ses caprices et qui prétendait régir toutes les nations avec la baïonnette ».

Après la chute de Berne, dans le soulèvement qui se propagea comme un incendie sur toute la Suisse, nous constatons, une fois de plus, que tous les chefs venaient du service étranger.

Le premier nom qui s'impose est celui d'ALOÏS DE REDING, capitaine-général de Schwyz, d'une famille qui avait donné 30 généraux à la France et à l'Espagne, et tout autant de landammans à son canton. Il prit le commandement des troupes de la Suisse primitive et montra des qualités de caractère qui firent impression sur Bonaparte. Agé de 34 ans, rentré d'Espagne comme lieutenant-colonel au régiment suisse de son oncle Charles de Reding, il avait été grièvement blessé au siège de San Sébastien, dans la guerre contre la Révolution française. Ses concitoyens lui confièrent les destinées du pays. La fermeté de ses convictions, sa loyauté, son courage splendide, l'art qu'il possédait naturellement de se concilier l'affection et la confiance du peuple, le désignaient à la charge lourde de responsabilités qu'il accepta sans hésiter. Il en était digne. Partisan des réformes politiques, il voulait les réaliser en toute indépendance, sans aucune pression étrangère. Il avait osé déclarer au Directoire : *Les descendants des fondateurs de la Suisse ne peuvent pas échanger la liberté héritée de leurs pères, contre l'oppression et la contrainte, bien qu'on les décore du nom de Liberté.*

Il décida de marcher sur Aarau pour en chasser le nouveau gouvernement. Il ne disposait que de 20 000 hommes et prit résolument l'offensive, en quatre colonnes, sur un front de 60 kilomètres, malgré l'énorme supériorité numérique de son adversaire. C'était conforme à la tradition suisse, mais cette opération ne pouvait réussir avec de faibles forces

contre un objectif si éloigné. Elle eut au moins ce résultat inattendu de donner confiance aux troupes, car dès les premières rencontres, à Wollerau, à Hägglingen, à Küssnacht, à St-Adrian, les Confédérés se montrèrent supérieurs à leurs adversaires par la précision de leur tir et l'élan irrésistible de leurs attaques à la baïonnette. Les généraux français, dans leurs rapports, constatèrent l'impression terrifiante que produisait le tir meurtrier des Suisses : « Chaque coup tuait un homme. » Ils avouèrent même, qu'il était « impossible de résister à la furie des charges à la baïonnette des montagnards. »

Reding raccourcit son front et occupa la frontière de Schwyz et d'Unterwald. Les combats de Schindellegi, de Rotenthurm, de Sattel-Morgarten, du Drachenried (mai-septembre 1798) furent autant de victoires sur les divisions du général Schauenbourg qui subirent des pertes dix fois plus élevées que celles des Suisses.

Les Glaronnais avaient à leur tête le colonel PARAVICINI, ancien officier au service de Hollande; il fut blessé au combat de Wollerau et le lieutenant-colonel ZWEIFEL tué. Le colonel VINCENZ VON SCHMID, ancien officier en France, conduisait les Uranais au combat de Sattel-Morgarten. Il tomba, le 8 mai 1799, au combat de Fluelen. Les Nidwaldiens accomplirent des prodiges, en septembre 1798, sous le commandement d'un officier au service de France, le capitaine-général ZELGER, aidé d'un ancien sous-officier venu de France, FRUONZ, promu capitaine.

Le Valais, après plusieurs combats victorieux entre Saillon, Martigny et la forêt de Finges, fut le plus maltraité des pays suisses. Après la prise de Sion, pillée, incendiée, le clergé fusillé dans les églises, les atrocités commises par l'occupant dépassèrent toute imagination. Les généraux français Lorge et Xaintrailles, puis Turreau de sinistre mémoire, exaspérés par la résistance des Valaisans, répondirent par la terreur à l'indomptable désir de vengeance de ceux qu'ils appe-

laient « les brigands ». Ici aussi, les chefs « rebelles » venaient tous du service étranger : le comte EUGÈNE DE COURTEN, JOSEPH DE WERRA, FERDINAND VENETZ, avaient servi au régiment valaisan de Courten en France, ainsi que BARTHÉLEMY WALTER, ancien sous-officier, qui harcela pendant plusieurs années les colonnes et les postes français à la tête d'une bande de 300 partisans. Ces hardis montagnards connaissaient à fond les passages les plus scabreux. Munis de cordes et de crampons, ils surprenaient les cantonnements et les bivouacs pendant la nuit, précipitaient leurs adversaires en bas les rochers et disparaissaient, insaisissables. En représailles, les villages étaient brûlés et les otages passés par les armes ou pendus. La bande de Walter, enfin cernée près de Viège, par un régiment renforcé, fut entièrement détruite. Lui-même se défendit longtemps, entouré par des hussards français. Sommé de se rendre avec promesse de vie sauve, s'il criait : « Vive la liberté, l'égalité et la fraternité », il se souleva sur les genoux, couvert de sang pour répondre : « Vive la vraie liberté, vive le Valais, vive le Christ-roi ! » et mourut haché de coups de sabre.

Dans les Grisons, les « rebelles » refusèrent, à leur tour, d'accepter la Constitution helvétique. Une foule d'officiers accourus des régiments suisses d'Autriche, du Piémont, d'Espagne, luttèrent sous les ordres d'ANTOINE DE SALIS, maréchal de camp en France, pour la libération du territoire des Liges.

Les Tessinois repoussèrent les Français et les Cisalpins jusqu'au delà de Chiasso, après de durs combats. Mendrisio fut pris et repris deux fois aux cris de « Liberi et Svizzeri ! ».

Il ne faut pas oublier les régiments d'émigrés suisses (DE ROVÉREA, BACHMANN, PARAVICINI, DE COURTEN), enrôlés par l'Angleterre pour combattre la Révolution en Suisse. Beaucoup d'anciens soldats du service étranger se retrouvèrent dans leurs rangs, encadrés par des officiers et des sous-officiers de même provenance. Ces troupes se distinguè-

rent dans les Grisons, à la bataille de Zurich, à Zuoz, à Wallenstadt, de 1799 à 1801.

Le général BACHMANN-AN DER LETZ, un Glaronnais, maréchal de camp en France et général au service du Piémont, fut, en 1802, l'instigateur et l'âme du mouvement de libération fédéraliste qui balaya les « unitaires » et les derniers restes de l'occupation, du lac de Constance au lac Léman. Cette insurrection de « la fraternité suisse » mit fin au régime détesté de la République helvétique une et indivisible. La contre-révolution se propagea dans toute la Suisse avec une rapidité qui désarma les unitaires. On abattit les arbres de liberté, devenus le symbole de l'oppression étrangère. Au moment où le gouvernement helvétique, réfugié à Lausanne, allait passer en Savoie, Bonaparte intervint pour imposer sa médiation, sur le conseil d'Aloïs de Reding ; il admit, en principe, la restauration des cantons, et la Suisse reprit sa forme fédérative, tout en adaptant sa constitution aux idées nouvelles. Mais le Premier consul affirma à M. de Mulinen, envoyé de Berne, à Paris, son intention de surveiller étroitement la Suisse : « Trente mille hommes seront à vos frontières pour assurer l'exécution de mes intentions bienfaisantes... Mon principe est désormais arrêté : ou une Suisse amie de la France, ou point de Suisse du tout... Je ne souffrirai jamais aucune autre influence que la mienne en Suisse, dût-il m'en coûter cent mille hommes. » La vieille Confédération, rajeunie, resta treize ans encore sous la tutelle de Napoléon, elle fut forcée de lui donner 100 000 soldats, avant de retrouver sa complète indépendance, à la chute de son puissant médiateur.

J'ai essayé de démontrer que lors des événements de 1798-1802, l'importance du rôle joué par le service étranger dans la défense nationale a été décisive, contrairement à l'assertion de M. Anderegg : « A de rares exceptions près, le service étranger n'a pas donné à nos institutions militaires confédérales de 1798, de vraies natures de chefs. »

La résistance inattendue de la Suisse déconcerta les

généraux de la République. Ils s'aperçurent qu'ils avaient à faire à une Vendée aussi redoutable que celle qui dévora la France tant d'années. Ils avaient espéré une conquête facile. Malgré le manque de plan d'ensemble et d'entente entre les régions révoltées qui se soulevaient l'une après l'autre, l'envahisseur ne parvint jamais à dominer la situation, à « pacifier » le pays entier. D'autre part, les cantons, paralysés par l'occupation, désarmés, privés de leurs moyens financiers, ne purent exploiter à fond les avantages tactiques et l'enthousiasme suscité par les premiers succès. La guerre de partisans était la dernière ressource de populations poussées au désespoir. Cette résistance se fit plus sauvage, plus féroce, à mesure que le poids de l'occupation devenait plus intolérable.

Quoi qu'il en soit, les défenseurs d'une cause qui semblait perdue d'avance, ne sont pas tombés en vain dans leur lutte inégale pour leurs foyers. Leur héroïsme a sauvé l'honneur et, en même temps, l'indépendance de la Suisse entière. Car, au Congrès de Vienne, en 1815, cette indépendance a été solennellement reconnue à nouveau parce que « les Suisses avaient prouvé par leur volonté de résistance et leur esprit de sacrifice, de 1798 à 1802, qu'ils méritaient de rester au nombre des peuples libres ».

On n'asservit sans lutte que les nations qui dorment. Le droit à l'existence d'un peuple a toujours dépendu de sa volonté de se défendre. « Quand un peuple reste fidèle à son histoire, on peut le vaincre, l'asservir, lui enfoncer le glaive dans le cœur : s'il sait mourir sur les tombes de ses pères, l'histoire le ressuscitera. » (G. de Reynold, *Grandeur de la Suisse*.)

Un peuple trahi par la fortune ou vaincu par le nombre peut rester grand et fort s'il conserve l'amertume de la défaite et la volonté de l'effacer. S'il oublie ses malheurs ou s'habitue à la servitude, il est perdu pour toujours. Le général Jomini a illustré cette idée par ces paroles adressées à ses compatriotes : « Dites-vous bien qu'une nation assez faible pour

supporter un attentat contre son territoire est une nation perdue. Prouvez à l'Europe que vous êtes pénétrés de cette vérité et vos voisins de l'est, aussi bien que ceux de l'ouest, y regarderont à deux fois avant de violer vos vallées. » (Général Jomini : *Epître à ses concitoyens*, 1822.)

C'est la leçon que nous pouvons tirer de l'histoire à la fois douloureuse et réconfortante, amère et grandiose, de 1798 à 1802.

(A suivre.)

Major DE VALLIÈRE.

ville. De grandes barques aux voiles latines amenèrent les Confédérés au Port Noir. Dix-huit années de silence et de domination étrangère, n'avaient pas affaibli l'attachement de Genève à la Suisse.

En avril 1814, les armées autrichiennes avaient quitté la Suisse, livrée à elle-même. *Le pacte de 1815* scella la Restauration de la Confédération, et fut le point de départ de son ascension vers de nouvelles destinées.

L'esprit militaire avait entretenu dans le cœur du peuple, comme une flamme secrète, la certitude de la délivrance, même sous la botte de l'envahisseur. Instruits par la dure expérience, les Suisses commencèrent par reconstruire leur armée. Le souci de la défense nationale domina toutes les autres préoccupations. En 1814, sitôt affranchie de la tutelle de Napoléon, la Suisse proclama à nouveau son principe traditionnel : « Ainsi que cela a toujours existé, chaque Suisse capable de porter les armes est soldat. » Les institutions militaires allaient reprendre leur mission fraternelle, dans une patrie restaurée, plus unie et fortifiée par l'épreuve.

Dans une dernière partie de cette étude, nous verrons les officiers des régiments suisses de l'Empire prendre la direction de la réforme militaire et former les cadres et les instructeurs de l'armée nouvelle. Après eux, les officiers des régiments suisses de Hollande, de Naples et de Rome, licenciés et supprimés entre 1830 et 1870, continuèrent l'œuvre de réorganisation qui permit à l'armée suisse, pendant tout le 19^e siècle, de remplir sa tâche : empêcher la guerre de pénétrer en Suisse.

(A suivre.)

Major DE VALLIÈRE.

ERRATA

N^o de février page 56, 9^e ligne du bas de la page, au lieu de : comte de Werdenbach, lisez : comte de Werdenberg.

N^o de mars p. 145, 7^e ligne du bas de la page, au lieu de : Liberi et Svizzeri, lisez : Liberi e Svizzeri.